

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 212 | Date 8-14 juillet

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 20 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

11 juillet : İris Mozalar, militant LGBTI+ et membre du Parti des travailleurs de Turquie (TİP), a été détenu à İstanbul, puis arrêté pour des messages sur les médias sociaux défendant les réfugiés après des attaques contre des réfugiés syriens à Kayseri.

12 juillet : La police turque a arrêté onze étudiants et cinq femmes au foyer lors de récentes descentes à Bursa et à İstanbul en raison de liens présumés avec le mouvement Gülen.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

11 juillet : La police d'Ankara a dispersé par la force une manifestation organisée par un syndicat de travailleurs de l'éducation, arrêtant 15 enseignants.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

8 juillet : Au total, 515 journalistes ont fait l'objet de poursuites en Turquie au cours des six premiers mois de 2024, et 36 d'entre eux ont été condamnés à des peines d'emprisonnement ou à des amendes substantielles.

9 juillet : Le 6e tribunal pénal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès aux informations sur l'allégation selon laquelle le député AKP de Bursa et ancien ministre de l'Industrie et de la Technologie Mustafa Varank, son parent l'homme d'affaires Islam Cevahir, le directeur général de DHMI et membre du conseil d'administration de THY Hüseyin Keskin et le patron de Simit Sarayı Abdullah Kavukcu ont effectué un pèlerinage à bord d'un jet privé appartenant à Abdullah Kavukcu.

10 juillet : Le journaliste Tolga Şardan a comparu devant le tribunal mardi pour diffusion d'informations trompeuses et dégradation des institutions de l'État après son article de T24 sur un rapport judiciaire de l'agence de renseignement, risquant jusqu'à cinq ans de prison.

11 juillet : L'accès aux informations et aux chroniques sur Simit Sarayı, qui a reçu un financement public important en raison de sa position progouvernementale, a été bloqué par le 3e juge pénal d'Istanbul.

11 juillet : Les reportages sur le dîner de 168 000 liras turques entre Metin Kiratlı, le chef des affaires

administratives de la présidence, et Serkan Korkutata, le vice-président provincial de l'AKP à Ankara, ont été interdits d'accès par le 1er tribunal pénal d'Ankara.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

9 juillet : La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a notifié lundi à Ankara un millier de requêtes inscrites au rôle pour des condamnations de membres du mouvement Gülen en raison de l'utilisation de l'application pour smartphone ByLock, à la suite d'un arrêt historique rendu en septembre 2023, selon lequel l'utilisation de l'application ne constitue pas un élément de preuve fiable ni une infraction pénale.

9 juillet : Une jeune fille de 16 ans, détenue le 7 mai avec 13 autres mineurs dans le cadre d'une enquête en cours sur le mouvement Gülen, est désormais accusée de terrorisme.

11 juillet : Le journaliste Hayko Bağdat, turco-arménien basé en Allemagne, a été condamné à 14 mois de prison avec sursis pour avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan.

MINORITÉ KURDE

9 juillet : S. A. (15 ans) a subi des violences physiques de la part de la gendarmerie lors d'une descente à domicile dans le village d'Eskihisar, dans le district de Nusaybin à Mardin.

AUTRES MINORITÉS

11 juillet : Le rapport 2023 de l'Initiative pour la liberté de croyance, intitulé « Hate Crimes in Turkey Based on Religion, Belief, or Non-Belief » (Crimes de haine en Turquie fondés sur la religion, la croyance ou la non-croyance), met en évidence 47 crimes de haine visant principalement les chrétiens, suivis par les juifs, les alévis, les musulmans, les ezidis et les athées, sur la base de la surveillance des médias et des notifications communautaires, dans le but de prévenir de tels crimes et d'éliminer l'impunité.

CONDITIONS CARCÉRALES

9 juillet : De nombreux détenus de la prison de haute sécurité Sincan no 1 d'Ankara ont été empoisonnés par le

petit-déjeuner servi et ont été envoyés aux urgences. Selon certaines allégations, au moins 850 détenus de la prison ouverte de Sincan auraient été empoisonnés par les repas servis.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

8 juillet : À Konya, le restaurant Aleppo géré par des réfugiés syriens a été lapidé et rendu inutilisable par des anti-réfugiés.

9 juillet : Un radeau de sauvetage transportant des migrants s'est écrasé sur des rochers au large de la ville de Çeşme, sur la côte égéenne de la Turquie, tuant sept personnes à bord.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

10 juillet : La famille de Mehmet Darga, un détenu de 65 ans souffrant de diabète et d'hypertension qui a subi deux angioplasties en prison, demande aux autorités turques de le libérer pour raisons médicales.

11 juillet : Yaşar Bayar, un détenu de la prison de type L de Giresun Espiye, n'a pas été emmené à l'infirmerie de la prison et n'a pas été envoyé à l'hôpital malgré une perte de vision et des douleurs dorsales.